

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022
Comité Social d'Administration de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
CSA MESR

NOTE D'INFORMATION

CADRE REGLEMENTAIRE

- Décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État qui fixe le cadre réglementaire général applicable à cette modalité de vote ;
- Délibération Cnil n° 2019-053 du 25 avril 2019 qui porte adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet ;
- Décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
- Arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;

SCRUTIN du CSA MESR

Les prochaines élections professionnelles auront lieu le jeudi 8 décembre 2022. Le vote électronique sera ouvert à partir du jeudi 1er décembre 2022 à 8h et clos le jeudi 8 décembre 2022 à 17h.

CALENDRIER ELECTORAL DU CSA MESR

Dates	Opérations
Mardi 11 octobre	Affichage des listes électorales
Jeudi 13 octobre	Ouverture du portail élections https://www.education-jeunesse-recherche-sports.gouv.fr/electionspro2022 donnant accès à l'espace électeur Ouverture de la cellule académique de support aux utilisateurs
Entre le 19 octobre et le 17 novembre	Envoi de la notice de vote aux électeurs des établissements du MESR (par courrier postal – adresse personnelle des agents).
Jeudi 20 octobre à 17h	Date limite de dépôt des candidatures, logos et professions de foi et des noms de délégués dans l'application Candelec ou dans les services, ainsi que des déclarations individuelles de candidatures (DIC)
Lundi 24 octobre	Date limite de présentation des demandes de rectification des listes électorales
Lundi 24 octobre 17h	Date limite de notification, par l'administration, de décisions d'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats auprès du délégué de l'organisation syndicale

Jeudi 27 octobre 17h	Fin du délai de correction des candidatures par les organisations syndicales suite à une notification de l'administration
Entre le 24 et le 28 octobre	Tirage au sort de l'ordre d'affichage des candidatures, logos et professions de foi.
Mercredi 16 novembre au plus tard	Mise en ligne (sur le portail élections) des candidatures, logos et professions de foi conformément à l'ordre résultant du tirage au sort. Edition et affichage des candidatures dans les services
Jeudi 1 ^{er} décembre à 8h	Ouverture du vote électronique. L'application est ouverte pendant huit jours, 7 jours sur 7, 24h sur 24. Ouverture des espaces électoraux Ouverture de l'assistance téléphonique aux utilisateurs selon des modalités élargies
Jeudi 8 décembre à 17h	Clôture du scrutin. Tout électeur authentifié et connecté sur le système de vote avant l'heure de clôture du scrutin disposera d'un délai de 30 minutes au plus pour mener jusqu'à son terme la procédure de vote.
Jeudi 8 décembre à partir de 17h30	Dépouillement électronique des scrutins et proclamation des résultats pour ces scrutins
Vendredi 9 décembre	Publication des résultats et de la répartition des sièges sur le site enseignementsup-recherche.gouv.fr Début du délai de recours administratif préalable de cinq jours.

Candidatures et profession de foi

Seules les organisations syndicales de fonctionnaires (OS) remplissant les conditions mentionnées à l'article L.211-1 du code général de la fonction publique peuvent faire acte de candidature.

Sont éligibles au titre d'un comité social d'administration les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de ce comité.

Toutefois, ne peuvent être élus :

- Les agents en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ;
- Les agents ayant fait l'objet d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de 16 jours à 2 ans (sauf amnistie ou effacement de la sanction) ;
- Les agents frappés d'une interdiction de droit de vote et d'élection par un tribunal ;

Les candidatures peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.

Les organisations syndicales doivent déposer de manière dématérialisée les candidatures, les logos et les professions de foi à l'adresse suivante : <https://candelec2022.adc.education.fr>

A défaut, et à titre tout à fait exceptionnel, les OS peuvent déposer ces éléments sur support informatique, à l'administration centrale pour les scrutins nationaux (à la DGRH, bureau DGRH A1-2, 72 rue Regnault – 75243 Paris cedex 13 pour le scrutin du CSA MESR).

Il est rappelé que les professions de foi sont facultatives. Toutefois, lors du dépôt dématérialisé et en l'absence d'une profession de foi, un fichier PDF contenant une page barrée de la mention « pas de profession de foi » devra être déposé, dans les mêmes délais, quelle que soit la modalité de dépôt.

Lors du dépôt doivent être obligatoirement mentionnés le nom et les coordonnées (adresse courriel et téléphone) d'un délégué titulaire. Il peut également être fait mention d'un délégué suppléant.

En cas de dépôt d'une liste d'union/candidature commune, il n'est désigné qu'un seul délégué titulaire et éventuellement un seul délégué suppléant.

Le délégué titulaire ou son suppléant peut être toute personne électrice ou non, éligible ou non, appartenant ou non à l'administration, désignée par l'organisation syndicale pour représenter la candidature dans toutes les opérations électorales. En cas de scrutin de liste, le délégué peut être ou non candidat.

ELECTEURS AU SCRUTIN DU CSA MESR

Les listes électorales sont arrêtées par le Directeur de l'ENSMA, sous contrôle du Ministre de l'ESRI, et affichées au plus tard le mardi 11 octobre 2022.

Il est institué un **Bureau de vote central au Ministère** de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche présidée par la DGRH.

La qualité d'électeur

Dispositions générales

Pour toutes les catégories d'agents, la qualité d'électeur s'apprécie au 1^{er} jour d'ouverture du vote électronique, soit le 1^{er} décembre 2022.

L'article 29 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État prévoit que :

« I. - Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité social d'administration tous les agents exerçant leurs fonctions, dans le périmètre du ou des services au titre duquel le comité social compétent est institué.

Ces agents doivent remplir, dans le périmètre du comité social d'administration, les conditions suivantes :

- Lorsqu'ils ont la **qualité de fonctionnaire titulaire**, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement, ou par voie d'affectation dans les conditions du décret n°2008-370 du 18 avril 2008, ou de mise à disposition ;
- **Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire stagiaire**, être en position d'activité ou de congé parental. Les élèves et les stagiaires en cours de scolarité ne sont pas électeurs ;
- **Lorsqu'ils sont agents contractuels de droit public ou de droit privé**, bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental ;
- Lorsqu'ils sont personnels à statut ouvrier, être en service effectif ou en congé parental ou bénéficier de toute forme de congé rémunéré ou être accueillis par voie de mise à disposition. Parmi cette catégorie d'agents, ceux effectuant le stage valant essai d'embauche ne sont pas électeurs.

En revanche, ne sont pas électeurs les fonctionnaires et agents en disponibilité, ainsi que les agents accomplissant un volontariat du service civique.

Les électeurs

Pour l'élection au comité social d'administration, le corps électoral comprend les personnels titulaires et stagiaires en activité ou en détachement entrant, et les agents publics contractuels en fonction dans l'établissement.

- **Les personnels titulaires et stagiaires**

L'ensemble des personnels affectés dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont électeurs quels que soient leurs corps d'appartenance.

- a) les personnels administratifs, techniques et de service et les personnels sociaux et de santé en fonction dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, notamment les SAENES, les ADJAENES.
- b) les personnels enseignants du second degré ;

- c) les personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut universitaire : professeurs des universités et maîtres de conférences (décret n°84-431 du 6 juin 1984), maîtres assistant ;
- d) les ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985) ;

En ce qui concerne les personnels titulaires qui auraient une double affectation, ils sont électeurs dans l'établissement dans lequel ils exercent la majorité de leur temps de service. En cas d'égalité de temps de service passé dans chaque établissement, il convient de se référer au critère de l'antériorité d'affectation.

- **Les personnels contractuels et vacataires suivants**

Sont électeurs les agents contractuels de droit public et de droit privé en fonction dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics scientifiques et technologiques, y compris ceux d'entre eux rémunérés sur le budget de ces établissements.

Sont électeurs :

- les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (décret n° 88-654 du 7 mai 1988) ;
- Les doctorants contractuels (décret n° 2009-464 du 23 avril 2009) ;
- les enseignants contractuels de type second degré (décret n° 92-131 du 5 février 1992) ;
- les contractuels sur contrat post-doctoral (décret n° 2021-1450 du 4 novembre 2021 relatif au contrat post doctoral de droit public prévu par l'article L. 412-4 du code de la recherche) ;
- les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires (décret n° 87-889 du 29 octobre 1987) peuvent être électeurs s'ils respectent les conditions suivantes : ils doivent disposer d'un contrat d'une durée minimale de six mois depuis au moins deux mois à la date du scrutin, et ne pas effectuer de vacations occasionnelles. Sont considérés comme n'effectuant pas de vacations occasionnelles les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires recrutés après avis du conseil ou de la commission compétente et effectuant au moins 64 heures dans un même établissement. L'acte d'engagement doit prévoir ce volume horaire au titre de l'année universitaire 2022-2023 ;
- les agents contractuels recrutés pour occuper des fonctions techniques ou administratives ou pour assurer, par dérogation au premier alinéa de l'article L.952-6 du code de l'éducation, des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche (article L. 954-3 du même code) ;
- les agents contractuels recrutés pour occuper des fonctions techniques ou administratives ou pour assurer des fonctions de recherche (article L. 431-2-1 du code de la recherche) ;
- les autres contractuels recrutés en application des dispositions des articles L. 332-2 et L. 332-3 du code général de la fonction publique ;
- les étudiants contractuels recrutés en application du décret n° 2007-1915 du 26 décembre 2007 pris pour application de l'article L. 811-2 du code de l'éducation
- les agents contractuels de droit privé : il s'agit notamment des contrats aidés, agents de droit local, apprentis...

Sont inscrits sur les listes électorales uniquement les agents contractuels dont le contrat est en cours d'exécution à la date du scrutin (CDI ou depuis au moins deux mois, un contrat d'une durée minimale de six mois ou un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois).

Sont exclus des listes électorales les vacataires occasionnels et notamment les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires qui n'effectuent que des vacations occasionnelles.

MODALITES DE VOTE

Le vote électronique par internet est la modalité exclusive d'expression des suffrages.

Il se déroule :

- le vote peut s'effectuer à partir de n'importe quel ordinateur, tablette ou smartphone connecté à internet.
- **ou, à défaut, sur un poste informatique dans le lieu dédié aux opérations électorales (ISAE-ENSMA – Bât. A – bureau A405 – Secrétariat de direction).** Les électeurs qui ne pourraient pas voter avec un poste personnel ou individuel ont accès durant la période du scrutin, soit du jeudi 1er au jeudi 8 décembre 2022, à un poste dédié pendant les heures de service (de 8h30 à 12h10 et de 13h05 à 17h30). L'administration s'assure que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées. Par ailleurs, tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance et/ou qui aurait des difficultés à utiliser le service proposé peut, pour voter, se faire assister par un électeur de son choix appartenant au service ou à l'établissement où se trouve le poste dédié.

Chaque électeur recevra entre le 19 octobre et le 17 novembre une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin. Cette notice sera envoyée à l'adresse postale personnelle.

Pour pouvoir voter, l'électeur devra :

- S'identifier sur le portail Elections en saisissant son identifiant (son adresse mail professionnelle) ;
- Saisir son mot de passe élections d'accès au portail (le mot de passe qu'il aura enregistré en activant son compte électeur) ;
- Sélectionner la fonctionnalité « Je vote » ;
- Saisir son code de vote (le code de vote communiqué avec sa notice de vote) ou invoquer le réassort de ce code de vote, soit par le réassort en ligne « défi », soit par le réassort « France Connect ».

COMPOSITION DU CSA MESR

Le comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche se compose de 2 représentants de l'administration et de 15 représentants du personnel.

ATTRIBUTIONS DU CSA MESR

Le comité social résulte de la fusion entre l'ancien comité technique (CT) et l'ancien comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

À partir de janvier 2023, le comité social est chargé de l'examen des questions collectives de travail à l'échelon duquel il est institué :

- fonctionnement et organisation des services ;
- accessibilité des services et qualité des services rendus ;
- orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- lignes directrices de gestion en matière de mobilité, de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- enjeux et politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;
- protection de la santé physique et mentale, hygiène, sécurité des agents dans leur travail, organisation du travail, télétravail, enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, amélioration des conditions de travail.

C'est une instance dans laquelle les représentants du personnel :

- sont consultés sur les projets de texte relevant du champ de compétence du comité social ;
- débattent avec les représentants de l'administration des orientations générales sur les politiques de ressources humaines ;
- sont informés de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion des ressources humaines.

Pour plus des renseignements, vous pouvez consulter le site du Ministère via le lien ci-dessous :

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

Fait à Chasseneuil-du-Poitou, le 18 octobre 2022

Le Directeur de l'ENSMA,



Majdi KHOUDEIR